

LES
inspirations

ÉCO • AFRIQUE

Maroc-Guinée

Place au business !

ZOOM

Qui est l'acquéreur d'Anfaplace

P. 21

ANALYSE DE LA SEMAINE

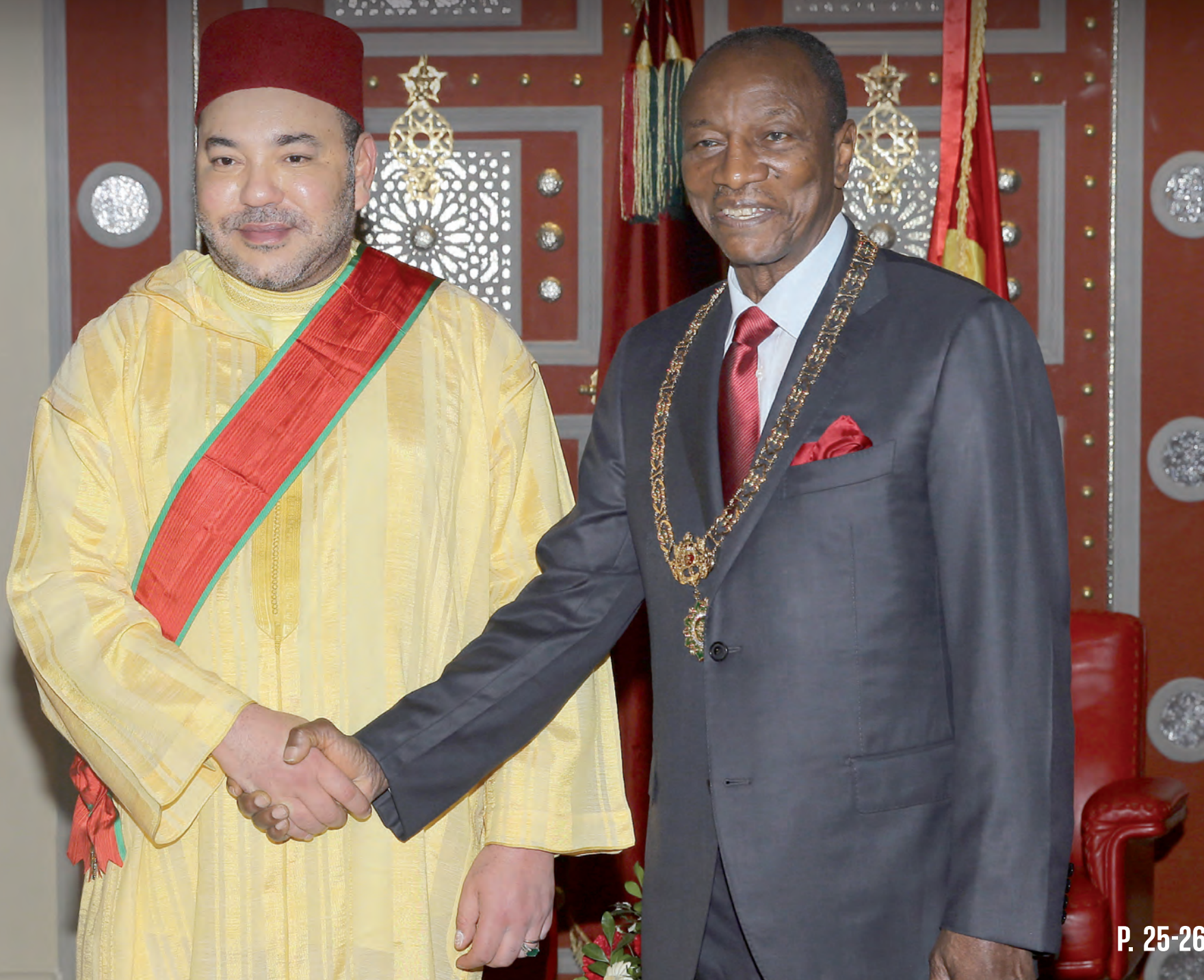
La compétitivité progresse en Afrique

P. 22-23

ACTUALITÉ

Ébola menace l'approvisionnement en riz

P. 24



P. 25-26



BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

Image écornée

En Afrique subsaharienne, le Maroc est l'un des rares pays arabes à jouir d'une bonne image auprès des populations. C'est une sorte d'«exception marocaine» qui fait du royaume une oasis au milieu du désert africain. Le Maroc est apprécié et aimé, ainsi que les Marocains. Résultat, le label Maroc s'impose et continue de s'imposer au Sud du Sahara. Qu'il s'agisse d'initiative politique ou de d'appétit économique, la partie marocaine bénéficie souvent d'un traitement de faveur. L'affinité maroco-africaine est telle qu'aujourd'hui, l'ancienne puissance coloniale française, est obligée de se cacher sous la bannière marocaine afin de perpétuer la mainmise de ses entreprises sur nombre d'économies africaines. Autant dire que le Maroc est en train de réussir un exploit en Afrique subsaharienne. Seulement, cet acquis précieux est fort menacé. En une courte année, plusieurs assassinats perpétrés sur des Subsahariens dans le royaume ont radicalement changé la perception positive des populations du Sud sur le Maroc. Le très récent cas de Charles Ndour à Tanger a même débouché sur des manifestations à Dakar. Une première ! Un sentiment anti-marocain est à redouter. D'où l'intérêt de sensibiliser encore et encore à une meilleure cohabitation dans le royaume. Car aujourd'hui, la réussite de «Maroc S.A.» en Afrique dépend des conditions de traitement des Subsahariens au Maroc. ●

La liaison ferroviaire Cotonou-Niamey toujours d'actualité

Les gouvernements du Niger et du Bénin réaffirment leur détermination à réaliser la liaison ferroviaire Cotonou-Niamey qui entre dans le cadre du grand projet d'intégration régionale de la boucle ferroviaire ouest-africaine. Cette ligne ferroviaire est appelée à connecter les villes d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Ouagadougou (Burkina Faso), de Niamey (Niger) et de Cotonou (Bénin) grâce à 2.500 km de chemin de fer, participant ainsi au développement économique de toute la région.

200 millions de dollars de la Banque mondiale pour faire face à Ebola

Le Groupe de la Banque mondiale a promis un financement d'urgence de 200 millions de dollars pour aider la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone à contenir la propagation du virus Ebola. Cet appui financier devrait contribuer à soutenir les populations pour faire face à l'impact économique de l'épidémie et améliorer les systèmes de santé publique dans toute la région.

L'UEMOA «vend» ses grands projets à Dubaï

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est à la recherche de plus de 15 milliards d'euros pour financer 17 projets d'envergure dans ses pays membres. C'est dans ce cadre qu'une conférence a lieu aujourd'hui à Dubaï, aux Émirats arabes unis, pour lever des fonds. Cette rencontre importante devrait être rehaussée par la présence de chefs d'État et de gouvernement des huit pays membres de l'union. Parmi les co-organisateurs de cette rencontre figurent notamment la



Les riverains de l'Atlantique parlent pêche à Rabat

Rabat a accueilli hier la 9^e session ordinaire de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT). Plusieurs ministres en charge de la pêche des pays ouest-africains ont pris part aux travaux pour faire le bilan des activités réalisées et examiner les perspectives de coopération dans le domaine halieutique entre les États membres de la COMHAFAT. L'un des objectifs principaux consiste notamment à «assurer la préservation des ressources halieutiques et le développement durable des pêcheries».

Banque ouest-africaine de Développement (BOAD) et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Qatar National Bank acquiert 12,5% d'Ecobank

Qatar National Bank (QNB), qui ambitionne d'être la plus grande banque en Afrique et au Moyen-Orient d'ici 2017, poursuit son ambitieux programme d'expansion. En effet, elle vient d'effectuer une prise de participation de 12,5% dans le capital du groupe bancaire panafricain Ecobank Transnational Incorporated. Le montant de cette transaction, grâce à laquelle le groupe qatari est devenu l'un des principaux actionnaires d'Ecobank, aux côtés du gestionnaire sud-africain des fonds de pension Public Investment Corporation (PIC) et de la Société financière internationale (SFI/IFC), n'a pas été divulgué. Présent dans 36 pays africains, Ecobank a an-

noncé récemment avoir réalisé un PNB de 1,073 milliard de dollars durant le premier semestre 2014, en hausse de 14% par rapport la même période de 2013.

Jackpot nucléaire pour AREVA en Afrique du Sud

Le groupe français AREVA a remporté un contrat en Afrique du Sud, portant sur le remplacement des six générateurs de vapeur de la centrale de Koeberg, située près du Cap. L'opération s'élève à quelque 300 millions d'euros, à en croire la multinationale française, ce qui fait de cet accord l'un des plus importants remportés par AREVA depuis le début de l'année. AREVA a volé la vedette à l'américain Westinghouse, filiale de Toshiba qui était lui aussi sur les rangs. Il faut noter que l'énergie nucléaire assure 6% de la production d'électricité en Afrique du Sud.

AGENDA

Africa Agri Forum 2014 (13 et 14 octobre à Abidjan)

L'Africa Agri Forum, l'événement régional de l'agriculture en Afrique francophone, sera organisé les 13 et 14 octobre à Abidjan sous le thème: «Quelle révolution verte pour le continent africain?». La conférence abordera les questions clés relatives au développement du secteur agricole dans la région ainsi que le rôle des gouvernements africains dans sa promotion. Au programme, les séances plénières traiteront notamment des leviers de croissance du secteur dans le continent, de la modernisation et du financement de l'agriculture en Afrique.

2^e forum ministériel STI en Afrique (Rabat, 14-17 octobre)



La Banque africaine de développement et ses partenaires organisent la 2^e édition du Forum ministériel sur la science, la technologie et l'innovation (STI) en Afrique, qui se déroulera du 14 au 17 octobre à Rabat au sein de l'Académie Hassan II des sciences et techniques. Co-organisé par la BAD et le gouvernement finlandais, ce forum sera composé d'un pré-forum (14 octobre), de deux journées techniques (15-16 octobre) et d'un forum ministériel (17 octobre).

Acquisition d'Anfaplace

Qui est Delta International Property ?

● Delta International Property Holdings Limited est un fonds d'investissement sud-africain qui compte partir à la conquête du continent après avoir acquis des bases solides en Afrique du Sud.



L'annonce de la cession d'Anfaplace Shopping Center par l'espagnol Inveravante en a surpris plus d'un ces derniers jours. La nouvelle était encore plus inattendue du fait que ce mall ouvert seulement en février 2013 semblait rencontrer un franc succès. Mais, l'autre grande surprise, est sans nul doute l'identité du nouvel acquéreur, à plus d'un milliard de dirhams, de l'un des plus grands centres commerciaux du royaume. Delta International Property Holdings Limited, puisque c'est de lui qu'il s'agit, était jusque-là méconnu d'une très grande ma-

jorité du monde des affaires au Maroc. Ce fonds d'investissement immobilier sud-africain, coté aux Bermudes et à Johannesburg (de-

Le portefeuille d'investissement du groupe est estimé à 5,6 MMDH à l'horizon 2017.

puis juillet 2014), commence désormais à voir plus grand et ne se contente plus de multiplier les ac-

quisitions dans son fief situé à la pointe sud du continent. En effet, Delta International Property Holdings Limited, fondé en mars 2002 sous le nom de Tuffsan 89 Investissement Holdings Proprietary, est à la recherche d'acquisition dans plusieurs pays africains. En plus du Maroc, le fonds d'investissement cible des pays à fort potentiel économique, comme le Nigéria, ou ceux qui se distinguent ces dernières années par leur dynamisme en termes de croissance comme le Ghana. On

parle même de «prochaines vagues d'acquisition», avec un portefeuille dédié estimé à plus de 200 millions de dollars américains, soit plus de 1,7 MMDH. Dans une seconde phase, des opportunités d'investissements sont à l'étude en Angola, au Gabon, en Tanzanie, en Tunisie, en Zambie ainsi qu'au Zimbabwe, où les choses pourraient s'accélérer. À l'horizon 2017, le portefeuille global d'investissements se chiffrerait à 7 milliards de rands, soit plus de 5,6 MMDH.

Freedom Property Fund

Pour les managers de ce fonds, ces acquisitions à l'étranger ne se font qu'après l'étude et l'assurance sur un certain nombre de critères bien définis. «Avant d'entrer dans un pays, nous étudions la stabilité politique et économique avec précaution, la croissance prévue du PIB ainsi que la facilité de faire des affaires, en particulier le régime fiscal et le rapatriement des dividendes», détaille Sandile Nomvete, président de Delta International Property Holdings Ltd. Pour Anfaplace, les Sud-africains ont été conseillés par le Norton Rose Fulbright dans le cadre de l'audit juridique et de la négociation de la documentation contractuelle. Le mall sera géré par Freedom Property Fund, une société de gestion de droit marocain créée à cet effet. C'est dire que Delta entend mettre les moyens à la hauteur de ses ambitions continentales. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

CAHIER DE L'INTÉGRATION

World Economic Forum

La compétitivité progresse en Afrique

● L'Île Maurice, l'Afrique du Sud et le Rwanda, le top 3 des pays les plus compétitifs du continent. La formation/éducation, l'infrastructure et la connectivité logistique sont les trois principaux défis de la compétitivité du continent.



●●●
**Le déficit
 infrastructu-
 rel pèse
 lourdement
 sur la
 compétitivité
 du continent.**

An prend les mêmes et on recommence. Le classement des économies africaines les plus compétitives dans le dernier rapport du World Economic Forum (WEF) est quasi inchangé. Si la plupart des économies ont gagné quelques places en amélioration par rapport aux classements précédents, la lenteur des réformes qui sont liées à la compétitivité du continent traînent encore du pied. Dans le haut du tableau continental, les mêmes économies se pressent vers le podium. Le trio de tête a un air de déjà-vu : l'Île Maurice (39^e dans le classement mondial), l'Afrique du Sud (56^e mondial) et le Rwanda (62^e) (voir page 23 pour les détails par pays). Le Maroc (72^e mondial) et le Botswana (74^e) ferment la marche. En dépit d'une croissance vigoureuse de 5% en moyenne, le continent est face à un challenge de durabilité et d'inclusivité de cette dynamique économique. C'est ce que rappellent d'ailleurs les auteurs du rapport en précisant que «pour conserver cet élan, la région devra développer des activités plus productives et répondre

aux défis permanents de la compétitivité». Parmi ces défis figurent celui de la formation, de l'infrastructure ainsi que de la connectivité logistique. Ils font de la transformation structurelle du continent un chantier de longue haleine. Les auteurs du rapport pensent que

Il est nécessaire de relever le niveau du capital humain, via une formation adaptée.

ces défis «continuent d'entraver sa capacité de développement et d'engagement dans des activités à plus forte valeur ajoutée», expliquent-ils.

Formation

La mise en place des compétences nécessaires à la transformation du continent est un chantier clé de l'amélioration de la compétitivité de ce dernier. Quelques organismes internatio-

naux commencent d'ailleurs à prendre en considération la nécessité de relever le capital humain africain pour soutenir la croissance dudit continent. C'est le cas de la Banque africaine de développement (BAD) qui vient de se doter d'une nouvelle stratégie 2014-2018

dédiée au capital humain. L'objectif est de mettre à profit le potentiel humain du continent «par le perfectionnement des compétences et la promotion des technologies pour améliorer les perspectives d'emploi, garantir l'égalité des chances pour tous et assurer la compétitivité de la main-d'œuvre». L'organisme est effectivement convaincu qu'il faut investir de l'efficacité dans la formation des ressources humaines pour pérenniser la croissance et la rendre à la fois inclusive et verte. «La plupart des pays africains s'en remettent à leurs dotations factorielles, constituées pour l'essentiel d'une main-d'œuvre peu qualifiée et de ressources naturelles pour rivaliser sur les marchés. Pour mon-

ter dans la chaîne de valeur, les économies africaines devront mobiliser davantage d'investissements à fort impact dans l'éducation, la science et la technologie.

ter dans la chaîne de valeur, les économies africaines devront mobiliser davantage d'investissements à fort impact dans l'éducation, la science et la technologie.

Infrastructures

C'est, chaque année, 1 à 2 points de croissance en moins pour le continent. Le déficit infrastructurel de ce dernier continue de peser lourdement sur sa compétitivité économique, ainsi que sur son degré d'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Dans le dernier rapport de la Communauté économique pour l'Afrique, les experts indiquent que des investissements dans des services de transport, de technologies de l'information et financiers sont nécessaires et permettraient audit continent de s'intégrer davantage aux réseaux mondiaux de chaînes de valeur. Le secteur de l'énergie, poumon de l'économie est également largement déficitaire en infrastructures. De nouvelles initiatives tendent toutefois à rattraper ce retard. C'est le cas du Fonds Africa50, une plateforme d'investissement créée par la BAD et dédiée exclusivement à la résorption de ce déficit infrastructurel, lequel déficit est chiffré à quelque 100 milliards de dollars.

Connectivité

Le transport et le développement de liens logistiques efficaces sur le continent et avec le monde sont également parmi ces conditions sine qua non de la compétitivité économique du continent. L'amélioration des connectivités auraient des impacts importants sur la durabilité de la croissance africaine. Selon la CEA, d'ailleurs, «le développement des services délocalisés signifie que les entreprises sont de plus en plus tributaires de la logistique : transport multimodal, manutention de fret, entreposage, stockage et gestion des chaînes d'approvisionnement». Il faut noter que la part actuelle de l'Afrique dans le total des exportations de services commerciaux dépasse à peine les 2%, ce qui dénote d'un défaut d'intégration logistique. Les exportations africaines de services commerciaux ont progressé de 6% en 2012, à 90 milliards de dollars US, alors que les importations augmentaient de 3% (162 milliards de dollars US).



L'ÎLE MAURICE (39^e mondial)

Avec 4,4% de croissance attendu en 2014, contre 3,4 l'année dernière, l'économie mauricienne demeure parmi les plus dynamiques du continent. Quatre grands secteurs font cette dynamique : l'industrie textile, le tourisme, les services financiers et l'industrie sucrière. Ces activités sont soutenues par une forte consommation intérieure, principalement tirée par les ménages. Pour le secteur du tourisme, en l'occurrence, les recettes devraient pourtant stagner cette année, l'activité étant très largement dépendante des Européens (qui représentent 50% des visiteurs), dont le pouvoir d'achat est contraint par la faiblesse de la reprise économique. L'industrie sucrière poursuivra sa reprise entamée en 2013. Le secteur de la construction se contractera suite à la faiblesse de l'investissement privé ainsi qu'aux retards observés dans la mise en place du programme de décongestionnement des routes. Quant aux services financiers (banque et assurance), ils devraient continuer à être l'un des principaux facteurs de compétitivité de l'île.

L'AFRIQUE DU SUD (56^e mondial)

Elle figure parmi les premières économies du continent. En dépit d'une croissance fortement en repli depuis deux ou trois ans déjà (1,8% en 2014), l'économie sud-africaine continue de tirer vers le haut celle du continent et d'attirer des investissements du monde entier. La production manufacturière y est peu soutenue,

L'économie sud-africaine continue de tirer vers le haut celle du continent.

dans ce contexte. Selon Coface, la «modération salariale» et l'endettement des ménages continueront à affecter la demande privée qui constitue pourtant le principal moteur de la croissance sud-africaine (66% du PIB). L'amélioration, même modeste, de la demande extérieure devrait également permettre de limiter le ralentissement de sa croissance en 2014. Les tensions inflationnistes se sont renforcées en début d'année avec un taux qui atteignait en mai son niveau le plus élevé depuis juillet 2009 (6,6%) sous l'effet

du renchérissement des biens alimentaires et des produits administrés, compte tenu de la hausse des prix de l'énergie et de la dépréciation du rand.

RWANDA (62^e mondial)

Sa croissance, légèrement ralentie en 2013, devrait accélérer en 2014. Le secteur manufacturier devrait bénéficier d'une amélioration de son approvisionnement en énergie grâce à la mise en service d'une centrale alimentée par le gaz méthane du Lac Kivu et de l'unité hydroélectrique de Nyabarongo. Le secteur de la construction sera soutenu par les projets d'investissement public concentrés dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du logement et des transports. Le secteur des services (communications, transports) reste dynamique. Une reprise plus lente que prévue des flux d'aide, liée à l'absence d'amélioration de la situation dans la région des grands lacs ou des conditions climatiques défavorables affectant les récoltes, limiteraient toutefois l'ampleur du rebond. La hausse des prix des biens alimentaires et de l'énergie devraient rester modérée, permettant de contenir l'inflation qui devrait cependant demeurer supérieure à la cible de la Banque centrale (5%).

LE MAROC (72^e mondial)



Le développement des services délocalisés signifie que les entreprises sont de plus en plus tributaires de la logistique.

Le royaume est devenu en quelques années ce candidat au leadership économique continental en s'ouvrant de plus en plus vers les économies subsahariennes. L'économie du pays reste dépendante des performances du secteur agricole – près de 40% de la population active – et de la conjoncture dans l'Union européenne (UE), principal partenaire économique du pays. La croissance demeure, en outre, tributaire des fluctuations des cours internationaux des phosphates (dont le Maroc est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux) et des hydrocarbures importés. Après un net rebond en 2013, grâce à une excellente récolte céréalière, la croissance sera moins soutenue en 2014. Selon plusieurs organismes, la production agricole devrait reculer en raison d'une pluviométrie moins favorable et de coûts affectés par la hausse des prix des carburants. Les perspectives sont favorables par contre pour les filières aéronautique et automobile, cette dernière bénéficiant de la montée en puissance de l'usine Renault/Dacia de Tanger, qui dope les exportations.

BOTSWANA (74^e mondial)

Les nombreuses réformes mises en œuvre par ce pays justifient ce classement dans le top 5 africain. En 2014, la croissance de l'économie botswanaise devrait progresser de 4%, en reprise par rapport à 2013. Cette dynamique est portée par les mines, notamment l'exploitation du diamant. Les mines représentent près de 80% de ses exportations et 30% du PIB, ce qui la rend vulnérable aux chocs extérieurs. Représentant 40% des emplois formels, le secteur public est prédominant dans l'économie. Les distorsions engendrées par cette prépondérance freinent l'émergence du secteur privé. Le gouvernement a ainsi entrepris une privatisation et une diversification de l'économie, notamment via les programmes NPD10 et EDD. En parallèle, plusieurs projets de développement des mines de charbon sont actuellement à l'étude.

Ébola menace les importations de riz

● La propagation et le taux de mortalité élevé du virus Ebola font peur aux exportateurs et marins asiatiques qui envisagent d'arrêter leurs livraisons de riz aux pays touchés par la maladie. Résultat, un risque de pénurie de cette denrée de base en Afrique de l'Ouest pèse sur ces économies. Le Maroc aurait pu profiter de la situation si la filière rizicole avait été au point.



● ● ●
Déjà, dans les pays où la pénurie de riz se confirme, les prix ont flambé.

Après avoir presque coupé les pays touchés du reste du monde, l'épidémie du virus Ebola risque cette fois de menacer l'Afrique de l'Ouest de crise alimentaire. En effet, face à la psychose engendrée par la propagation rapide de la maladie et son taux de mortalité élevé, l'association des exportateurs de riz thaïlandais est sur le point d'arrêter ses livraisons de riz à la côte ouest-africaine. «*Les équipages de navires ont peur d'aller en Afrique en raison de la menace que représente le virus Ebola*», rapporte-t-on auprès des exportateurs asiatiques. Bien que les risques de contamination pour les équipages marins soient peu probables, ces derniers ne sont plus disposés à s'aventurer aux larges des pays où le virus est déclaré. Pour les populations locales, il s'agit là d'une très mauvaise nouvelle, sachant que le riz constitue la denrée de base de leur alimentation. D'ailleurs, à Monrovia, la capitale libérienne, on indique que les prix ont déjà augmenté face à une pénurie qui

s'annonce. Les cargaisons de riz n'y arriveraient plus aussi fréquemment qu'avant l'apparition de l'épidémie.

Importations

Cette situation s'explique également par la quasi-dépendance des marchés ouest-africains aux exportations asiatiques. Chaque année, ce sont des millions de tonnes de riz qui sont importées afin de couvrir la faiblesse de la production locale. Malgré la volonté affichée des gouvernements ouest-africains de faire face à cette coûteuse dépendance, les importations n'ont pas vraiment connu de véritable repli.

À en croire les chiffres annuels publiés par l'Agence américaine pour le développement (USDA), les importations de riz ont augmenté de 43% au cours de la campagne de commercialisation 2011/12, pour atteindre 4,2 millions de tonnes. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, les deux plus gros importateurs de riz examinés ont vu les importations augmenter de 64% et 55% respectivement, tandis que les importations vers le Burkina Faso et le Mali progressaient de 70% et 65% respectivement.

2 milliards de dollars de pertes

Ces menaces sur la sécurité alimentaire ne sont qu'une des

nombreuses conséquences de la propagation de l'épidémie sur l'ensemble de la région. Pour sa part, la Banque africaine de développement (BAD) a estimé que les économies des pays touchés pourraient être affectées assez lourdement. Le président de l'institution financière continentale, Donald Kaberuka, prévoit des baisses de croissance de 1 et 1,5 points de PIB au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, trois pays durement touchés, mais aussi en Côte d'Ivoire, pour l'heure non touchée. Pour ce qui est du Nigeria où l'on comptabilise essentiellement des cas chez des citoyens en provenance de l'étranger, la crainte de la maladie a beaucoup affecté nombre d'activités économiques. L'aérien, le tourisme et l'hôtellerie, le commerce, la santé et l'agriculture sont les secteurs les plus touchés. «*L'analyse de la contribution de ces secteurs au produit intérieur brut montre que le Nigeria pourrait perdre environ 2 milliards de dollars au cours du premier trimestre de l'épidémie*», estime Bismarck Rewane, directeur général de la Financial Derivatives Company. «*La probabilité de la prolongation de l'épidémie à un second trimestre est très faible et pourrait porter les pertes à 3,5 milliards de dollars*», ajoute-t-il. À ce jour, on comptabilise plus de 2.000 victimes dans l'ensemble des pays touchés par la maladie. ●

Le Maroc futur exportateur de riz ?

À l'heure des politiques de développement des échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne, il serait opportun de penser à la filière rizicole. C'est en effet un créneau très porteur et un véritable levier de croissance pour les exportations nationales. Face aux lointains producteurs asiatiques, les riziculteurs marocains ont l'avantage de la proximité géographique. Il suffit donc pour la filière locale d'en faire une priorité pour qu'elle s'impose en Afrique de l'Ouest, à l'instar des autres secteurs qui distinguent le royaume. Toutefois, pour cela, il faudra d'abord surmonter de nombreux obstacles tout en boostant considérablement une production qui n'arrive même pas à s'imposer au niveau local. Le contrat-programme 2014-2020 signé récemment lors des assises de l'agriculture pourrait constituer un premier pas. Il prévoit une production annuelle de 880.000 quintaux (soit 88.000 tonnes) à l'horizon 2020.



ALIOUNE GUEYE

PDG du Groupe Afrique Challenge

«Le Maroc et la Guinée passent aux travaux pratiques»

● Parmi les répercussions de la dernière visite royale en Guinée, les hommes d'affaires des deux pays se réunissent aujourd'hui à Casablanca pour matérialiser les accords signés entre Rabat et Conakry. Pour Alioune Gueye, PDG du Groupe Afrique Challenge, ce forum placé sous le thème «*Cap Guinée : une économie à construire, des opportunités à saisir*», permet ainsi de passer de la théorie à la pratique.

Les ÉCO : Quels sont les enjeux de ce forum ?

Alioune Gueye : L'enjeu principal est la matérialisation de la dernière tournée royale en Afrique subsaharienne qui inaugure une nouvelle diplomatie économique fondée principalement sur le co-développement. Plus de 90 conventions ont été signées lors de ce voyage. Le sujet, c'est désormais la mise en œuvre de ces conventions : Pour ainsi dire, on passe aux «Travaux pratiques». Entretemps, un nouvel instrument a été mis en place au ministère marocain des Affaires étrangères juste après cette tournée. Il est censé suivre la mise en œuvre pratique et éventuellement identifier d'hypothétiques «blocages» afin de les surmonter. Il faut également souligner que le timing de ce forum est particulier. La menace d'Ebola, dont la Guinée est un foyer, n'a pas entraîné un report de cet événement. Pourtant des pays voisins de la Guinée ont tous

fermé leurs frontières alors même qu'ils appartiennent à des groupements régionaux et plus largement continentaux. Parallèlement, RAM est la seule compagnie africaine à continuer de desservir la Guinée. Confirmer la tenue du forum c'est démontrer que la solidarité du royaume envers les pays de la sous-région n'est pas théorique et qu'elle est agissante dans les bons moments comme dans les moins bons.

Qu'est-ce que la partie marocaine peut gagner de ce forum ?

En réalité, la nouvelle diplomatie économique revendique un jeu mutuellement profitable pour les pays partenaires du Maroc en Afrique. En d'autres termes, l'accent est mis davantage sur le développement structurant dont ont besoin les pays que sur le «commerce» classique. De ce fait, ce sont les infrastructures, le logement, la santé, l'agriculture, la ban-

assurance, la formation qui occuperont le haut du pavé. Le Maroc, qui a déjà une expertise avérée et récente dans ces domaines, réunit les conditions pour voir émerger de grands groupes, seuls capables de susciter dans leur sillage une «flotte» de PME dynamiques. À ce stade de développement, le Maroc, outre les débouchés, a pour enjeu de développer des marchés dans son grand Sud, et de confirmer sa place de hub incontournable des affaires en Afrique.

Qu'en est-il de la partie guinéenne ?

La Guinée, quant à elle, a d'énormes besoins dans tous les domaines : infrastructures, formation, santé, logement et a accusé un retard de développement assez significatif. La Guinée a principalement à gagner de traiter avec un partenaire dont l'expérience est récente donc plus facilement «repliable» qu'avec des partenaires

plus développés que le Maroc. Le deuxième aspect tient du fait que les entreprises marocaines vont certes gagner des contrats, mais ces contrats sont orientés «co-développement» dans lesquels chaque partie aura un gain en échange. Ce qui se traduira par de nouvelles entreprises et des emplois créés en Guinée même sans oublier le transfert d'expertise...

Quels sont les secteurs qui semblent mieux placés pour soutenir cette volonté de renforcer les échanges commerciaux ?

À ce stade les secteurs structurants sont privilégiés : routes, ponts, transports, santé, agriculture et formation professionnelle.

Globalement, quel état des lieux peut-on faire des échanges économiques entre les deux pays ?

Ces échanges ne sont malheureusement pas à la hauteur de la qualité des relations très anciennes et solides entre ces deux pays. Ils sont également très déséquilibrés. Pour preuve, les importations marocaines en provenance de la Guinée se chiffrent à peine à 5 millions de US\$ alors que dans l'autre sens, le Maroc exporte pour plus de 70 millions de US\$ vers la Guinée. Et ces échanges ne concernent que quelques secteurs.

Quels sont les facteurs de blocage des deux côtés ?

Je pense qu'il y a d'abord le fait que la classe d'hommes d'affaires n'est pas encore suffisamment importante en Guinée et un climat des affaires qui a encore de gros progrès à faire. Car, quoique fassent les États, il n'y aura pas de développement des échanges si le privé ne prend pas très vite le relais. Côté guinéen, l'instabilité institutionnelle qui a longtemps prévalu ne pouvait être attractive pour des investisseurs étrangers. Maintenant que le climat politique est apaisé, on peut se consacrer au développement. Côté marocain, il faut dire que la Guinée n'est pas vraiment un pays familier pour les opérateurs marocains en dépit de des relations séculaires qui existent entre ces deux pays. C'est justement l'occasion d'inverser la tendance. ●

●●●
«Le climat politique est apaisé en Guinée, on peut se consacrer désormais au développement».

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

EN PARTENARIAT AVEC 

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LA GUINÉE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	136167	76429	117207	217944	31,81%	217944	123383	-43,39%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	239438	294053	425796	750833	47,98%	750833	930960	23,99%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	1	-
Solde	103272	217624	308589	532888	75,07%	532888	807576	51,55%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS GUINÉE

Taille

11,5 millions de consommateurs

Monnaie

franc guinéen

PIB

6,5 milliards de dollars

Croissance PIB

5% en 2014

Région économique :

Afrique de l'Ouest

Doing Business 2014 :

175e / 189

La Guinée prête à décoller ?

● La Guinée se prépare à son décollage économique. Pour 2014, son économie devrait enregistrer une croissance de 5% contre 4% en 2013. Le pays dispose d'importantes ressources naturelles qui souffrent d'une mauvaise exploitation.

La Guinée va-t-elle enfin réussir son décollage économique ? C'est la question qui se pose plus que jamais après que ce pays de l'Afrique de l'ouest soit sorti d'une éprouvante période d'instabilité politique. En tout cas, la Guinée dispose de tous les atouts pour amorcer son essor économique. Ce pays de 11,5 millions d'habitants est par excellence l'exemple type du paradoxe africain : des ressources naturelles en abondance mais mal exploitées. La Guinée est en effet richement dotée en réserves de bauxite, en gisements de fer, d'or, de diamant, d'uranium et de pétrole encore largement inexploités. Son potentiel hydroélectrique y est également très important et pourrait assurer la sécurité de ses approvisionnements en eau s'il est utilisé à bon escient. D'un autre côté, son développement est entravé par



● ● ●
La Guinée est richement dotée en réserves de bauxite, en gisements de fer, d'or, de diamant, d'uranium et de pétrole encore largement inexploités.

sa dépendance envers l'évolution des cours des produits miniers et les importations d'énergie et de denrées alimentaires. Le manque d'infrastructures, notamment dans le secteur électrique ainsi que le difficile environnement des affaires, combiné à son instabilité politique chronique, sans parler des clivages régionaux et eth-

niques, continuent de retarder le décollage de ce pays.

La croissance en hausse

Après des taux de croissance autour de 4% entre 2011 et 2014, la Guinée devrait atteindre 5% de croissance de son PIB pour l'année en cours. En tout cas telles sont les prévisions attendues.

Quant au déficit budgétaire, il s'établirait à -5,6%, alors que la dette publique représente 36,8% du PIB. Ses réserves de changes se situent à un niveau adéquat et la Guinée a bénéficié d'une réduction considérable de l'encours de sa dette extérieure après avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en septembre 2012. Ses nouveaux prêts non concessionnels n'ont pas aggravé le risque de son surendettement mais ce dernier est toujours considéré comme non négligeable du fait de la vulnérabilité du pays à des chocs préjudiciables à la croissance, aux exportations, aux flux d'IDE et aux performances budgétaires. Des discussions sont engagées avec d'autres créanciers officiels et des créanciers commerciaux pour obtenir une restructuration de la dette à des conditions comparables. L'inflation demeure élevée mais devrait poursuivre son recul sous l'effet de politiques budgétaires et monétaires globalement prudentes (malgré de fortes hausses salariales), l'augmentation de sa production rizicole et un meilleur approvisionnement en biens de première nécessité. ●

Risque pays



LA SITUATION POLITIQUE RESTE PRÉCAIRE

La transition démocratique, sous l'autorité du président Alpha Condé, élu en novembre 2010, reste confrontée à de nombreux risques. Des élections législatives se sont tenues en septembre 2013, après de multiples reports, lors desquelles le parti présidentiel a remporté le plus de sièges, sans pour autant obtenir la majorité absolue. L'opposition et le pouvoir se sont accusés mutuellement de fraudes massives. Au cours de l'année, des émeutes et des grèves ont eu lieu, à plusieurs reprises, notamment à Conakry, suite aux reports du scrutin parlementaire ou en raison du manque de services de base, en particulier l'électricité. Par ailleurs, des violences interethniques ont éclaté en Guinée forestière en juillet 2013 faisant 95 morts (en 1991, des troubles entre les mêmes communautés, Guerzé et Koniaké, avaient fait 200 victimes). Enfin, en dépit des efforts accomplis sur le plan de la qualité de la réglementation, le pays pâtit toujours d'une gouvernance très difficile.



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub - Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

L'obstacle Ebola

Le Cameroun a récemment suspendu toute liaison terrestre, aérienne ou maritime avec les États touchés par la fièvre Ebola. Y compris avec son grand voisin, le Nigeria, devenu, depuis quelques mois, la première puissance économique du continent africain. Personne ne sait combien de temps va durer cette mesure d'interdiction ; mais, nul doute qu'elle sera riche en conséquences pour l'économie des deux pays, en particulier pour celle du Cameroun. D'abord parce que sur les plus de 1 000 km de frontière qui séparent les deux pays, les populations ont développé (en particulier dans la partie septentrionale) une telle interpénétration que la frontière n'existe que sur le papier. C'est donc un changement presque radical des habitudes qui s'impose aux populations dont les mouvements sont déjà considérablement diminués par Boko Haram. Ensuite parce que depuis quelques années, le Nigeria est devenu le principal partenaire économique du Cameroun. «En 2011, l'Afrique a fourni 20,1% des recettes d'exportation et absorbé 31,4% des dépenses d'importation. Cette performance est attribuable à l'Afrique de l'Ouest et particulièrement au Nigeria qui contribue à hauteur de 2,5% aux recettes d'exportation et absorbe 23% des dépenses d'importation», explique une note de conjoncture du ministère des Finances. En 2012, le volume des produits nigériens importés par le Cameroun est estimé à 58% des importations totales du Cameroun. En revanche, les exportations camerounaises à destination du Nigeria s'établissent à 8% du volume des exportations nationales, selon le ministère du Commerce du Cameroun. ●

Actis va investir 340 M\$ durant 5 ans dans l'électricité

● Le fonds d'investissement britannique a installé un Camerounais à la tête de sa filiale en révélant dans le détail son plan d'action pour les prochaines années.

Nouvel actionnaire majoritaire de la Société nationale d'électricité du Cameroun (Sonel) après avoir racheté les 56% d'actions détenues depuis 2001 par l'Américain AES Corporation, le Britannique Actis abat ses premières cartes. Il vient de nommer et d'installer au poste de directeur général de l'entreprise le Camerounais Joël Nana Kontchou, 52 ans, qui a jusqu'ici fait toute sa carrière chez le leader mondial des services pétroliers, Schlumberger. Au moment de sa nomination, il en était le directeur général pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'ouest. Ce choix confirme la vision de l'entreprise telle qu'elle est indiquée dans l'un de ses documents de présentation et selon laquelle «nous visons à développer nos activités (...) en faisant confiance aux équipes dirigeantes locales...». Nommé le 7 juillet au terme d'un Conseil d'administration, Joël Nana Kontchou a pris ses fonctions le lundi 11 août avant d'être officiellement installé le 19 août par le ministre de l'Énergie et de l'eau, Basile Atangana Kouona. «Il est impératif à court terme que la qualité de service de l'entreprise soit améliorée et que les efforts de réduction des pertes soient maintenus», a recommandé ce dernier au nouveau directeur général. Peu après, ce dernier a répondu à cette interpellation en indiquant à la presse qu'Actis comptait investir 170 milliards de FCFA (340 millions de dollars) dans les cinq prochaines années. Dans cette enveloppe, 150 millions de dollars seront destinés à l'amélioration de la qualité du service de distribution de l'électricité. 94 millions de dollars iront à la réhabilitation des équipements de production, en particulier le barrage hydroélectrique de Songloulou, près de Douala. La modernisation du réseau de transport de l'énergie absorbera pour sa part 36 millions de dollars, tandis que les 60 millions de dollars restants seront destinés au développement des activités commerciales de l'entreprise. Pour compléter ce plan d'investissement, le nouvel actionnaire stratégique de l'État camerounais envisage



JOËL NANA KONTCHOU (À DROITE), NOUVEAU DG DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ DU CAMEROUN (SONEL).

de soumettre au gouvernement avant la fin du mois d'août un projet de production temporaire de 50 mégawatts (MW) d'électricité à partir du gaz à Douala. Ce projet étant une réponse au retard accusé dans l'extension de la centrale à gaz de Kribi (216 MW) et aux futurs travaux de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Songloulou, qui entraîneront l'arrêt de deux groupes sur une période de près de six mois. Outre ces investissements sur le renouvelle-

Actis annonce d'importantes améliorations dans sa relation avec la clientèle.

ment de l'outil de production, de transport et de distribution, Actis qui n'a pas encore révélé le nom de sa filiale camerounaise annonce aussi d'importantes améliorations dans sa relation avec la clientèle. Ainsi, elle prévoit une dématérialisation de nombreux services à travers le développement d'applications mobiles ; question d'assurer une rapidité

dans les interventions des équipes de dépannage. L'entreprise entend en outre généraliser le paiement des factures d'électricité en ligne et se propose de développer une application permettant aux abonnés de faire leurs propres relevés afin de limiter les erreurs de facturation devenues trop fréquentes. Pour affronter ces défis, le nouveau directeur général de la Sonel s'appuiera sur un effectif de près de 4.000 employés que le repreneur a accepté de maintenir à la demande de l'État, après une première intention qui était de le réduire. L'entreprise exploite actuellement une capacité installée de 1.238 MW dont 57% d'origine hydroélectrique. Selon les statistiques officielles, l'offre et la demande sont aujourd'hui équilibrées, ce qui n'empêche pas pour autant de fréquentes coupures d'électricité, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Une situation que l'entreprise explique par la vétusté du réseau et la fraude qui génère de fréquentes surcharges sur les lignes. En effet, sur une population estimée à plus de 22 millions d'habitants, le Cameroun compte officiellement à peine 850.000 abonnés. ●

PAR JULIEN CHONGWANG
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun